



Amnesty International

DOCUMENT PUBLIC

IRAN

***L'incurie du nouveau gouvernement
face à la désastreuse situation des droits humains***

Index AI : MDE 13/010/2006

•
ÉFAI

•

IRAN

L'incurie du nouveau gouvernement face à la désastreuse situation des droits humains

Résumé *

Six mois après l'arrivée au pouvoir du nouveau président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, la situation des droits humains est toujours aussi désastreuse. De nombreux opposants au gouvernement ou des personnes ayant critiqué son action sont incarcérés, souvent à la suite de procès outrageusement inéquitables ; des peines de mort sont prononcées et la torture est courante. Les autorités maintiennent la liberté d'expression et d'association sous étroite surveillance et les minorités religieuses et ethniques sont persécutées. Les femmes font l'objet de discriminations dans la loi comme dans la pratique, et les avocats, journalistes et autres personnes qui osent parler de droits humains – c'est-à-dire tous ceux qui composent la courageuse communauté iranienne des défenseurs des droits de la personne – sont en butte au harcèlement, à la mise en détention et à d'autres violations de leurs droits par ceux qui sont chargés de la sécurité et qui agissent en toute impunité.

En 1997, à la suite de l'élection du président Hojjatoleslam val Moslemin Sayed Mohammad Khatami sur un programme réformiste, nombreux étaient ceux qui espéraient que les atteintes aux libertés fondamentales qui étaient monnaie courante dans le pays iraient en diminuant. Il en a été de même quatre ans plus tard après la réélection de Khatami avec une majorité encore plus importante. Mais dans les faits, si sa présidence a été marquée par un assouplissement des limites imposées aux droits humains, les progrès réels ont été minimes, en raison de l'équilibre du rapport de forces entre le président Khatami et des tendances encore plus conservatrices regroupées autour du dirigeant suprême, l'ayatollah Sayed Ali Khamenei. D'autre part, la fin du mandat du président Khatami a été marquée par une recrudescence des atteintes aux droits humains : arrestations, mises en détention, harcèlement de ceux qui critiquaient l'action du gouvernement, en particulier les journalistes, les internautes et les défenseurs des droits humains.

C'est dans ce contexte que Mahmoud Ahmadinejad, ancien maire de Téhéran et ex-membre des Forces spéciales des *pasdaran* (gardiens de la révolution), a remporté haut la main, à la surprise générale, l'élection présidentielle de 2005. Les thèmes majeurs de sa campagne étaient d'ordre économique ; il s'engageait à mettre fin à la corruption et à mettre en œuvre des politiques destinées à améliorer le sort des plus pauvres. La plupart

des commentateurs ont vu dans son élection un élément supplémentaire de la consolidation du pouvoir de l'ayatollah Sayed Ali Khamenei.

Amnesty International a écrit au président Ahmadinejad lors de son entrée en fonction, en août 2005, pour saluer son engagement à améliorer les droits économiques et sociaux et l'exhorter à faire des droits humains l'une des priorités de son mandat. Mais dans les mois qui ont suivi, aucune amélioration n'a pu être constatée dans ces domaines. Au contraire, le président n'a pas hésité à susciter une polémique autour du programme nucléaire de l'Iran et il a fait des déclarations très controversées sur l'holocauste et sur Israël. Selon toute vraisemblance, il y a aujourd'hui une recrudescence de la répression en Iran.

Le présent rapport porte donc essentiellement sur les atteintes aux droits fondamentaux constatées depuis six mois (ou plus). Il s'intéresse notamment aux mesures prises par les autorités iraniennes en réponse aux mouvements qui agitent les minorités ethniques du pays (en particulier les Arabes et les Kurdes) ; à la répression des minorités religieuses (en particulier les Bahaïs) ; et aux limitations imposées à la liberté d'expression et d'association qui touchent plus particulièrement les journalistes et les défenseurs des droits humains. Il fait aussi état des nombreuses allégations de torture et de mauvais traitements et souligne la fréquence des condamnations à la peine de mort – y compris de personnes qui étaient mineures au moment des faits. Dans ses recommandations, il propose enfin aux autorités iraniennes des mesures destinées à lutter contre ces atteintes aux droits fondamentaux et autres pratiques contestables. Il ne prétend pas être exhaustif ; il souhaite plutôt attirer l'attention sur l'ampleur et la gravité des atteintes aux droits humains qui se produisent presque quotidiennement en Iran. Amnesty International n'a pu se rendre dans ce pays pour y enquêter depuis la période qui a immédiatement suivi la révolution islamique de 1979 ; ce rapport s'appuie néanmoins sur un vaste ensemble de témoignages venus à la fois de l'intérieur et de l'extérieur de l'Iran.

La version originale en langue anglaise de ce résumé a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, Peter Benenson House, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni, sous le titre : Iran: New government fails to address human rights situation.

La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat international par LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL – ÉFAI – février 2006

Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>

Pour toute information complémentaire, veuillez vous adresser à :